

Crise économique : le capitalisme mis en cause

Partage international n° [237](#) - Mai 2008

par Johan Galtung

Tokyo, Japon Les informations que les médias nous délivrent quotidiennement sur la crise économique relèvent de la rengaine. Chaque fois, la crise frappe les riches. L'« économie » est présentée comme un système impersonnel, et rien ne transpire de la misère.

On parle de « resserrement du crédit », « manque de liquidité » ou « perte de confiance des investisseurs », qui ne sont, en fait, rien de plus que des symptômes. C'est comme si un médecin considérait de simples chevilles gonflées, sans s'attarder sur l'état général du patient, passant à côté du diagnostic d'une maladie cardiovasculaire grave.

Il existe, bien sûr, un resserrement du crédit, car ceux qui les accordent savent mieux que quiconque combien le système financier est perturbé. Ils savent très bien comment certaines formes de dettes, comme les hypothèques, sont regroupées sous forme de titres et passent de main en main à des prix qui reflètent seulement la probabilité de remboursement.

De nombreuses hypothèques titrisées prévoient des augmentations exorbitantes de leur taux d'intérêt, à l'expiration d'un taux initial alléchant utilisé pour leurrer les emprunteurs naïfs.

Le monde financier sait très bien, aussi, que les agences de cotation appartiennent aux institutions mêmes dont elles sont chargées d'évaluer la fiabilité des instruments financiers.

Avidité, malhonnêteté et peur

Pourquoi le monde des finances agit-il ainsi ? L'avidité et la malhonnêteté sont une partie de la réponse, mais il existe un autre mobile : chacun tente de se protéger avant que la vraie crise n'éclate.

Les institutions financières ont de bonnes raisons d'être inquiètes. Le taux élevé de défaillance des emprunteurs, qui a eu un effet domino à l'intérieur du secteur bancaire, avec des répercussions dans celui des assurances, a fait chanceler ces institutions.

La solution a alors consisté à regrouper ces crédits risqués sous forme de titres et de les vendre tant qu'il restait des investisseurs consentants, profitant d'une réglementation floue sur bien des points.

La situation s'est compliquée davantage en raison du mensonge et des tricheries de certains débiteurs qui invoquaient des actifs inexistantes pour garantir leurs emprunts, espérant pouvoir rembourser les banques avant l'expiration des taux avantageux, par exemple en utilisant des cartes de crédit.

Actuellement, les deux craintes majeures sont les paniques bancaires et une chute encore plus importante du dollar.

Récemment, une ruée s'est produite sur la Northern Rock, une banque anglaise ; les gens ont fait la queue sur le trottoir pour retirer leurs économies, ayant perdu confiance dans cette institution. La banque d'Angleterre a dû la renflouer. La même chose se produit aux Etats-Unis : espérant étouffer la crise dans l'œuf, le gouvernement est intervenu pour organiser un renflouement des banques ayant à la fois des fonds privés et fédéraux (semi privés). C'est la ruée sur les banques des années 1930 qui a causé la dépression, et non le krach boursier de 1929. Des banques sur-vivront, d'autres non.

Mais le pire reste à venir. Les espèces que les gens retirent au guichet pourraient se trouver dévaluées bien avant que les banques ne sombrent, pour au moins trois raisons.

Premièrement, le total de l'argent en circulation est tenu secret par le gouvernement américain, signe certain que les presses du Trésor fonctionnent 24 heures sur 24 pour imprimer des dollars, ce qui se traduira tôt ou tard par une inflation galopante.

Deuxièmement, le coût de la guerre en Irak, estimé maintenant à 3 000 milliards de dollars, représente une part importante du PIB américain. Mais encore plus important est le service de cette dette colossale, assumé par le budget des Etats-Unis, qui ne voulaient pas que cette guerre soit directement financée par les contribuables américains.

Troisièmement, cette dette est détenue sous forme de bons du Trésor par des étrangers anxieux de s'en débarrasser. Lorsqu'ils commenceront à vendre ces obligations, le marché sera inondé de dollars, sans compter ceux fraîchement imprimés, ce qui érodera

davantage la valeur de ces obligations, du dollar, et des Etats-Unis eux-mêmes.

La spéculation

Sous-jacente à presque toute la crise financière actuelle est la « spéculation ». Elle est un autre visage d'une économie en difficulté qui attire la richesse vers le haut, de sorte que certains nagent dans la liquidité, alors que d'autres coulent au fond. Quand la véritable économie stagne, les riches se tournent vers les secteurs en rapide croissance, les inondant d'argent et créant des bulles financières, aujourd'hui sur le marché de l'immobilier, comme il y a quelques années sur celui d'Internet.

Mais à la différence du secteur .com, celui de l'habitat répond à un besoin essentiel. Les gens ont investi de l'argent dans une habitation, en partie pour y vivre, en partie pour spéculer. Et ils ont vu la bulle éclater, perdant ainsi leurs économies et leur maison, contraints de loger chez des parents ou dans

des mobile homes. Les banques, en revanche, qui ont quelquefois agi de façon criminelle, font l'objet de généreux renflouements. Les gens, qui sont pour la plupart honnêtes, sont victimes de la malhonnêteté des banques. C'est abominable. Tout argent public fourni pour soulager la crise devrait au moins être utilisé pour rembourser les hypothèques, ce qui bénéficierait à la fois aux débiteurs et aux créanciers. Qu'en pensent Barack Obama et Hilary Clinton ?

Mais ce système s'appelle capitalisme et non humanisme. Il bénéficie aux capitalistes et non aux êtres humains. Il est plus que temps d'en changer.

Auteur : Johan Galtung, Directeur de Transcend, un réseau de paix et de développement.

Sources : IPS

Thématiques : [politique](#), [Économie](#)

Rubrique : [Point de vue](#) ()